

Femmes et mondialisation

**présenté à l'assemblée générale
du 14 mars 2001**



« Je définirais la mondialisation comme la liberté pour mon groupe d'investir où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possibles en matière de droit du travail et de conventions sociales », Percy Barnevik, président du groupe industriel ABB.

Ce qu'est la mondialisation :

Depuis 1980, la mondialisation ou la globalisation se met en place avec trois politiques claires. D'abord, les entreprises et les institutions financières internationales demandent aux gouvernements de libéraliser, c'est-à-dire de lever toutes les entraves sur les échanges financiers et commerciaux. Elles demandent aussi de déréglementer afin d'éliminer tout ce qui empêche, retarde ou diminue les possibilités pour les entreprises de faire des profits. Enfin, elles demandent qu'on privatise en vendant au secteur privé plusieurs des services publics. Voilà autant d'acquis qui passent et passeront aux intérêts des entreprises. De plus, les gouvernements coupent dans les programmes sociaux et éliminent les protections sociales afin de les uniformiser à ceux des autres pays participants, signataires des accords.

Lors d'une conférence donnée en octobre 2000, Ricardo Petrella disait que : « Le premier enjeu de la mondialisation, c'est le fait que nous assistons à une prise de pouvoir par les pouvoirs financiers. Cela signifie que, désormais, le paramètre de définition de la valeur de ce qui est bon, de ce qui est important, de ce qui est prioritaire est fixé par le capital financier (...). C'est pour cela que, désormais, ceux dont la vie dépend du revenu de capital sont de plus en plus riches et ceux qui dépendent du revenu du travail sont de plus en plus pauvres. » C'est ainsi que le droit à l'existence d'une ressource humaine est fonction de son degré de rentabilité. On demande aux travailleuses et travailleurs d'être rentables pour le capital, sinon, on les élimine.

La mondialisation et son impact chez les femmes

Depuis plusieurs années, au patriarcat déjà bien présent partout sur la planète, s'ajoutent des politiques économiques et des actions gouvernementales qui ont un effet dévastateur sur les conditions de vie et de travail des femmes. Ce double système d'exploitation maintient les femmes dans des situations de discrimination et exacerbe les inégalités entre les sexes. Les femmes sont les premières à écoper des effets de la mondialisation, qu'elles soient du Québec ou qu'elles proviennent d'un pays en voie de développement.

Les femmes comme consommatrices

Les femmes de partout sont les cibles d'une culture de consommation calquée sur une réalité essentiellement nord-américaine. Parce qu'elles sont souvent responsables du budget familial et consommatrices de produits alimentaires pour elles et leur famille, les multinationales ont suscité chez elles des besoins pour des produits occidentaux. Au niveau de l'alimentation, c'est mainte-

nant au tour des femmes du Sud d'adopter les habitudes alimentaires des Nord-américaines. Ces dernières sont depuis longtemps la cible de campagnes de publicité des compagnies faisant la promotion des boissons gazeuses ou du « fast food », par exemples. Grâce à leur immense capacité de marketing, les multinationales réussissent à faire dépenser les familles pauvres pour des produits superflus alors que leurs besoins essentiels, souvent, ne sont pas satisfaits.

Par ailleurs, les multinationales qui vendent des substituts alimentaires pour les poupons font une promotion très agressive de leurs produits tout en dévalorisant l'allaitement maternel. Cela n'est pas étranger au fait que le taux d'allaitement au sein diminue dans le Tiers-monde. À cause du coût élevé que cela représente pour les familles, on assiste trop souvent à des problèmes de santé chez les nourrissons, ce qui pourrait être évités par l'allaitement maternel accompagné d'une bonne alimentation de la mère.

Enfin, il n'est pas rare que les compagnies pharmaceutiques refilent aux habitants des pays du Tiers-monde des produits qui ont été interdits dans les pays du Nord. De plus, ceux-ci sont parfois les cobayes pour des nouveaux médicaments qui n'ont jamais été testés. La santé des femmes est ainsi menacée. Enfin, celles-ci sont souvent victimes de l'utilisation de produits contraceptifs périmés, ce qui les obligent, trop souvent, à assumer des grossesses non désirées. Cela n'est pas étranger au fait que plus de 200 000 femmes meurent chaque année des suites d'avortements clandestins.

Les femmes en tant que travailleuses

Les premiers emplois coupés, en raison des privatisations, des rationalisations, de la mise en place des programmes d'ajustement structureaux exigés par le Fonds monétaire international (FMI) surviennent souvent au sein de l'État, reconnu pour embaucher un très grand nombre de femmes.

Du côté des entreprises privées, on sait qu'elles ont toujours été à la recherche d'une main-d'œuvre la moins chère possible. Avec la mondialisation, les pressions se font encore plus grandes pour rabaisser les conditions de travail et de salaire, en raison notamment de la concurrence qui s'exerce entre elles et de leur appétit vorace pour accroître leurs profits. Plus que jamais, les entreprises peuvent facilement déplacer leur production là où les coûts de main-d'œuvre sont les plus bas, exerçant de nouvelles pressions sur les conditions de travail.

Dans ce contexte, les femmes subissent davantage ces effets, en raison de la nature des emplois qu'elles occupent, qui sont moins rémunérés, précaires, non-syndiqués, etc. Par exemple, selon la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), 80 pour cent des deux millions de personnes qui ont perdu un emploi à cause de la crise asiatique de 1998 sont des femmes. Selon Agnès Callamard qui dirige le cabinet du secrétaire général d'Amnistie internationale, à Londres, la mondialisation apporte avec elle trois phénomènes : la multiplication des "sweat shops" (ateliers de sous-traitance caractérisés pour leurs très mauvaises conditions de travail), les emplois à temps partiel et la multiplication des emplois précaires. Enfin, les formes de travail occupées par les femmes sont la plupart du temps dévaluées par rapport aux emplois occupés par

des hommes. Les femmes des pays du Sud sont aussi très nombreuses à travailler dans les zones franches où le capital règne sauvagement et où les conditions de travail, s'apparentent davantage à de l'esclavage.

Voici quelques chiffres qui en disent long sur l'état des conditions de travail des femmes à travers le monde :

- En Grande-Bretagne, deux tiers des emplois créés depuis 1993 sont à temps partiel et les femmes représentent 90 pour cent de la nouvelle main-d'œuvre.
- Nike, une multinationale bien connue, possède 350 usines situées dans 30 pays différents, dont 80 pour cent se retrouvent en Asie. Ces usines emploient 400 000 personnes, dont 90 pour cent sont des femmes.
- Dans le monde, les femmes gagnent, en moyenne, à peine plus de 50 pour cent de ce que gagnent les hommes.
- Les filles et les femmes possèdent moins de un pour cent des richesses de la planète; elles fournissent 70 pour cent des heures travaillées et ne reçoivent que 10 pour cent des revenus.
- Quatre milliards et demi de personnes vivent avec moins de deux dollars (en devise américaine) par jour. Ce sont des femmes et des enfants pour 70 pour cent d'entre elles.

Les femmes et l'agriculture

Les femmes produisent 80 pour cent de la nourriture consommée dans les parties les plus pauvres du monde. C'est même parfois 95 pour cent. Dans les pays du Sud, les petites entreprises familiales, particulièrement dans l'agriculture, ne peuvent rivaliser avec les multinationales. C'est ainsi que Pepsi produit maintenant et à moindre coût, du *bikaneri bhujia*, plat indien autrefois produit à domicile ou dans des petites entreprises, le plus souvent par des femmes. L'usine en produit maintenant 50 tonnes par jour, ce que produisaient auparavant 80 000 personnes.

Voici un autre exemple du même ordre. Il y a deux ans, *RiceTec Inc* a obtenu des droits exclusifs sur le riz *basmati*. La prochaine étape consiste à obtenir une compensation financière des fermiers indiens qui utilisent le nom de riz *basmati* (même si celui-ci est cultivé en Inde depuis des milliers d'années) et à monopoliser le contrôle sur les semences. Ces semences devront être achetées de *RiceTec Inc*. Ils ont donc littéralement volé le riz basmati aux fermiers et aux communautés en Inde. C'est ce qu'on appelle le *biopiratage*, grandement encouragé et facilité par la mondialisation. On réduit les organismes vivants, la nature et les gènes à une industrie que l'on peut vendre à profit.

Auparavant, après les récoltes, c'était les femmes qui choisissaient leurs semences pour l'année suivante. Maintenant, ce sont les multinationales comme le groupe *Monsanto* qui en ont souvent le monopole. *Monsanto* s'oppose aux tentatives d'introduire des dispositions légales afin de permettre aux fermières et fermiers de conserver, d'entreposer et d'échanger des semences de façon à ne pas dépendre de la multinationale.

Les femmes comme utilisatrices de services publics

Avec la mondialisation, on assiste à une marchandisation des services publics ainsi qu'à une réduction de l'intervention de l'État dans ces domaines. Le Québec a atteint le déficit zéro mais il n'est pas le seul. Partout, l'État réduit son intervention, privatise ou sabre dans la santé et les services sociaux, dans l'éducation, dans la gestion de l'eau potable, dans le transport en commun et même dans les services postaux. Comme la population a quand même besoin de ces services essentiels, ce sont souvent les femmes qui les assument. Elles le font dans leur famille mais, aussi, en s'impliquant dans leur communauté, au sein d'organismes communautaires ou bénévoles.

Le travail non rémunéré des femmes est plus que jamais essentiel à la communauté pour compenser le désengagement de l'État. Ainsi, en Amérique latine, les femmes travaillent en moyenne une heure de plus par jour depuis que les organismes monétaires internationaux ont imposé leur programme d'ajustement structurel. Selon l'Organisation internationale du travail, les femmes des pays dits en voie de développement consacrent entre 31 et 42 heures par semaine au travail non rémunéré, tandis que les hommes ne lui consacrent qu'entre 5 et 15 heures. Au Québec, suite au virage ambulatoire, une enquête menée par le Conseil du statut de la femme en juin 1999 démontre que « neuf pour cent des aidantes avaient réduit leur nombre d'heures de travail, cinq pour cent avaient refusé des responsabilités professionnelles et six pour cent avaient cessé de travailler. Une autre recherche démontre que neuf pour cent des Canadiennes entre 55 et 64 ans ont quitté leur emploi pour prendre soin d'un proche ».

Les coupes dans les services publics se traduisent aussi par des privatisations. Au Québec par exemple, *la commission Clair* ouvre la porte à la privatisation des services sociaux et de santé. Encouragée, voire facilitée par la mondialisation et certains accords de libre-échange, la privatisation de ces services aura un effet direct sur leur coût, leur qualité et leur accessibilité deviendra de plus en plus difficile. La tarification exigée représente ou représentera une part importante du budget familial qui, dans certains cas, permettra aux entreprises d'engranger des profits.

Certains articles de l'ALÉNA prévoient que des cliniques et des hôpitaux privés appartenant à des investisseurs américains pourraient exiger du gouvernement le même traitement que celui réservé aux établissements publics. La bataille des garderies privées québécoises pour obtenir les mêmes subventions que les garderies sans but lucratif répond déjà à cette logique de marchandisation. La possibilité de faire des profits devient le seul droit reconnu.

La tendance mondiale à privatiser les services de santé, l'eau potable, le transport en commun ou le service des postes ne peut qu'avoir un impact négatif sur les conditions de vie des femmes en contribuant à leur appauvrissement, à l'alourdissement de leurs tâches et aux reculs de leurs droits.

La violence faite aux femmes

La mondialisation accentue la violence faite aux femmes. L'augmentation de la pauvreté des familles et des femmes oblige souvent ces dernières à adopter des stratégies de survie. Ces stratégies dans un contexte de domination entre les hommes et les femmes se traduisent par une aggravation des violences sexuelles : prostitution, trafic des femmes et augmentation du tourisme sexuel.

Une mondialisation sexiste

Dans un contexte de mondialisation, le droit des entreprises privées à faire des profits domine sur les droits sociaux. Or, c'est par le biais de ces droits fondamentaux et par des interventions spécifiques des États obtenus de hautes luttes qu'on a pu réduire les inégalités et les discriminations systémiques, en particulier celles faites aux femmes.

La mondialisation ne frappe pas de la même manière les hommes et les femmes. Bien que ces effets soient dévastateurs à plus d'un titre pour la majorité des citoyennes et des citoyens, ceux-ci décuplent les inégalités entre les sexes. La mondialisation est sexiste !

-
- *La mondialisation sur le dos des femmes*, salAMI
 - *Le menu de la mondialisation*, Gérard Greenfield (Alternatives)
 - *Marche mondiale des femmes en l'an 2000, sexisme et mondialisation*, Fédération des Femmes du Québec
 - *La marche mondiale des femmes en l'an 2000 : Vue sur la mondialisation actuelle... et vœux pour une autre mondialisation*, Lorraine Guay, février 2001.
 - Notre système public de santé est menacé par l'ALENA, le GATS et la ZLEA, Jacques Larochelle.
 - Texte de la conférence prononcée par l'économiste Ricardo Petrella, dans le cadre d'un séminaire organisé par la FTQ et le Fonds de solidarité, le 19 octobre 2000.
 - D'autres bastilles à abattre : Les femmes à l'assaut du ciel, Le Monde diplomatique, juin 2000, Agnès Callamard.
 - *Le système public de santé et de services sociaux sacrifié sur l'autel de la cupidité* : Mémoire présenté par le Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN dans le cadre des consultations sur l'avenir du système québécois de santé et de services sociaux.

